



LA DETTE PUBLIQUE :

Un mensonge d'Etat contre les intérêts des salariés !

Depuis des mois (et singulièrement ces dernières semaines avec l'annonce du budget 2012 de l'État), la majorité parlementaire, les membres du Gouvernement, certains médias et une partie de l'opposition ne cessent, sous couvert de crise financière, de dramatiser la dette publique en France en annonçant comme inéluctable sa réduction par de nouvelles mesures d'austérité contre les salariés. Il conviendrait donc d'être pragmatique car l'avenir serait inévitablement sombre. Gel des salaires, nouveau recul de l'âge de départ en retraite, suppressions d'emplois dans les Services Publics, taxes sur les complémentaires santé, déremboursement de médicaments,... seraient les seuls remèdes pour enrayer les perspectives catastrophiques offertes à notre société sous prétexte de la dette.

Or, la réalité est tout autre car la dette publique (bien qu'elle soit réelle) ne sert aujourd'hui que les intérêts des marchés financiers et les ambitions politiques visant à amplifier l'austérité en cultivant la fatalité au profit d'une oligarchie minoritaire s'accaparant les richesses créées.

**Arrêtons de diaboliser
la dette publique !**

La dette n'est pas mauvaise en soi. Il y a de bonnes et de mauvaises dettes. Tout dépend à qui on l'emprunte et pour quelle utilisation.

Si cet argent est utilisé pour la santé, l'éducation, la recherche, le logement, l'emploi, la formation, les salaires, l'environnement... c'est un élément de croissance durable et sain.

Profitable à la société entière, celui-ci va aussi entraîner un accroissement des recettes publiques (impôts et cotisations sociales) qui permettra non seulement de rembourser l'argent emprunté mais aussi de dégager des marges d'investissements futurs.

Par contre, si l'argent, comme c'est le cas aujourd'hui, sert à spéculer sur les marchés, à délocaliser, à détruire l'emploi, à tirer les salaires vers le bas,... la croissance ralentit, les recettes se raréfient, les déficits et les dettes se creusent.

Ainsi, le FMI lui-même en 2010 constatait qu'un point de PIB consacré aux dépenses publiques en moins se traduit par 1% de croissance en moins.

**Ne doit-on pas utiliser différemment
l'argent public ?**

Sans aucun résultat probant sur l'emploi, l'État prend aujourd'hui en charge 30 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales patronales. **Ne peut-on pas utiliser plus efficacement cet argent ?** Surtout au moment où près de 23% des jeunes de moins de 25 ans et 10% des femmes de toutes générations sont au chômage.

Et que dire des 170 milliards d'euros par an d'exonérations fiscales et sociales qui coûtent à l'ensemble de la collectivité (État, Régions, Départements, Communes).

Ainsi, grâce à ces « niches fiscales », par exemple TOTAL a un taux d'imposition inférieur à celui des petites et moyennes entreprises (PME).

Nous assistons donc à une véritable campagne de mystification visant à imprimer dans la population l'idée fautive selon laquelle les caisses sont vides et les sacrifices obligatoires.

Soyons convaincus qu'il n'y a pas de pragmatisme en la matière mais seulement l'expression d'orientations et de choix politiques guidés soit par les intérêts particuliers, soit par l'intérêt général.

**La dette = une aubaine
pour les banques !**

Quoi qu'il en soit et indépendamment des choix politiques nationaux qui peuvent atténuer les effets de la dette contre les peuples, la problématique de fond reste celle de la création monétaire depuis 1973, création cadenassée aujourd'hui par le Traité Européen de Lisbonne et son article 123.

Dans ce cadre, l'action européenne des cheminots le 08 novembre prochain, porteuse d'exigences pour un système ferroviaire au service des populations, sera aussi l'expression d'une autre construction européenne plaçant l'homme et non la finance au centre des préoccupations.

**DU LOCAL AU NATIONAL VERS L'EUROPE,
DONNONS DE LA VOIX À NOS REVENDICATIONS !**

Ainsi, celui-ci interdit que les banques centrales (publiques) prêtent de l'argent aux États et oblige donc ces derniers à emprunter auprès de banques commerciales avec de forts taux d'intérêts. Ce mécanisme est un des piliers de la construction libérale de l'Europe. Ainsi, les États se retrouvent étranglés par les taux d'intérêts de leurs emprunts. Pour la France, les intérêts représentent près de 1400 milliards d'euros depuis 1973, soit quasiment le montant exact de sa dette !

La problématique de la dette ne réside pas dans le niveau des dépenses publiques, mais bien dans le choix de création monétaire qui doit revenir dans les mains des banques centrales.

Selon le Président - candidat Sarkozy, les 35h et la retraite à 60 ans seraient la cause de tous les maux en omettant de dire que sous son quinquennat et malgré la régression sociale imposée, la dette publique a augmenté de 500 milliards d'euros au seul profit des marchés financiers.

Suite au sommet européen dans son intervention télévisée, il présente la facture de 6 à 8 milliards aux salariés pour une nouvelle cure d'austérité, avec comme objectif le démantèlement du modèle social Français.

La croissance en 2012 est revue à la baisse, la récession menace et le chômage s'envole, c'est le résultat des politiques de rigueur.